

SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE ET COMMUNISME

Réponse à Trotsky

Nous avons publié (B. C. du 12 avril) un article de Léon Trotsky, article dans lequel le chef de l'armée rouge réfutait avec une grande force certaines opinions émises dans la Vie ouvrière par le camarade Robert Louzon.

Louzon a répondu à Trotsky dans la Vie ouvrière du 28 avril. Nous reproduisons ci-dessous cette réponse, que le Bulletin Communiste appréciera, par l'entremise d'un de ses collaborateurs, dans un tout prochain numéro.

Dans son discours au quatrième Congrès de l'Internationale Communiste et dans un récent article, Trotsky a exposé sa conception des rôles respectifs du Syndicat et du Parti Communiste.

L'idée essentielle de Trotsky est identique à l'une des idées fondamentales mises en avant par le syndicalisme révolutionnaire : la classe ouvrière a besoin d'une minorité organisée et consciente pour l'encadrer, la classe ouvrière ne parvient pas, en même temps dans sa totalité à la conscience de classe ; il faut que la fraction du prolétariat qui est parvenue la première à cette conscience s'organise séparément et conduise le reste à l'action. Cette fraction du prolétariat, nos camarades russes ont coutume de l'appeler « l'avant-garde » du prolétariat ; les syndicalistes révolutionnaires l'avaient appelé la « minorité agissante ». Ce sont les minorités agissantes seules que les syndicalistes révolutionnaires appelaient à constituer les syndicats. En fait, c'est encore elles presque seules qui constituent les syndicats de la C. G. T. U.

Donc, sur cette question primordiale, la nécessité du groupement de l'élite ouvrière en un organisme particulier destiné à servir de cadre et à entraîner à la lutte l'ensemble de la classe ouvrière, identité de vues complète entre le syndicalisme révolutionnaire et Trotsky, identité que Trotsky lui-même a d'ailleurs signalée.

Mais reste à résoudre la seconde question ; sur quel terrain, sous quelle forme est-il préférable qu'en France s'organise l'élite ouvrière ? Nous disons, nous : sous la forme syndicale. Sous la forme syndicale, parce que le syndicat français est une organisation de classe beaucoup plus pure que le Parti, et parce qu'en fait, le syndicat s'est révélé comme étant la seule forme d'organisation qui ait pu en France mener une action révolutionnaire.

Tout en conservant son caractère d'un groupement limité à l'élite, le syndicat français, par sa composition et par ses modes d'action, est une organisation strictement prolétarienne.

Il est strictement prolétarien par sa composition, en raison même des conditions de son recrutement.

Quelles que soient leurs idées ou leurs conceptions, les bourgeois n'y ont point accès. Les syndicats refusent l'entrée dans leurs rangs, même aux contremaîtres, et il est à espérer que les admissions au sein de la C. G. T. U. de syndicats comme celui de la médecine sociale et celui des auteurs dramatiques resteront à l'état de faits isolés.

Comme mode d'action, le syndicalisme n'admet que l'action directe contre le patronat et l'Etat. Il ignore les cadres politiques de la bourgeoisie, dont il entend se tenir rigoureusement à l'écart. Non seulement le syndicat ne participe point aux élections, mais la plupart des syndicats interdisent à leurs fonctionnaires de se prévaloir de leurs fonctions syndicales s'ils veulent faire acte de candidat, et, si ceux-ci sont élus, ils doivent abandonner leurs fonctions.

Le syndicat français est donc l'affirmation de classe la plus catégorique qui soit. Il est l'expression sous sa forme la plus radicale de la rupture entre le prolétariat et la bourgeoisie : pas de bourgeois ou de demi-bourgeois dans les syndicats, pas de participation des syndicats aux institutions politiques de la bourgeoisie. Rupture totale entre les classes : la classe ouvrière se suffit à elle-même, elle ne veut connaître la bourgeoisie que pour la combattre.

Le parti dit politique français ne présente rien de semblable. Il est ouvert à chacun, quelle que soit sa classe. C'est sa confession de foi, non son métier, qu'on demande au postulant. Cela a abouti au résultat suivant :

Ce qui constitue l'armature du Parti Communiste français, tout comme des partis socialistes qui l'ont précédé, ce sont les petits bourgeois, les intellectuels, les artisans, commerçants, paysans, fonctionnaires, et non point les véritables prolétaires, ouvriers d'usines travaillant à la journée, n'ayant point la propriété de leur emploi. Ce sont ceux-là et non ceux-ci qui constituent le gros des troupes du parti, et ce sont eux surtout qui en constituent les cadres, secrétaires de sections, de fédérations, députés, etc.

Il n'y a point de comparaison à faire à ce sujet entre le parti français et le parti allemand. J'ai eu l'occasion d'assister, il y a quelque temps, à Essen, à une réunion des hommes de confiance du Parti Communiste. Il y avait là une centaine d'assistants qui tous étaient ostensiblement des ouvriers sortis de leur usine quelques heures auparavant. Même dans les régions les plus exclusivement ouvrières de France, jamais une assemblée des secrétaires et trésoriers de sections n'aurait présenté un tel caractère ouvrier.

Nos camarades russes ont d'ailleurs pu toucher du doigt, au dernier Congrès de Moscou, les difficultés qu'il y a à sortir de cette situation.

Alors qu'on venait de voter une résolution insistant sur la nécessité de prolétariser les postes

dirigeants du Parti français, on nommait comme délégués de ce parti à l'Exécutif de l'Internationale un ancien fonctionnaire d'Etat, devenu depuis longtemps fonctionnaire du parti, Frossard, un journaliste, Souvarine, et un étudiant, Duret.

Tant qu'il y aura, en France, un syndicalisme révolutionnaire actif, cette situation durera, la plupart des militants ouvriers, trouvant dans le syndicat un terrain très suffisant au déploiement de leur activité révolutionnaire.

Faut-il ajouter que le parti agit dans les cadres de la vie politique bourgeoise, et que ces cadres sont, en France, les cadres de la démocratie, c'est-à-dire ceux où il est le plus difficile de pratiquer la lutte de classes. En fait, malgré la présence d'un Lafargue et d'un Guesde, jamais aucun parti politique en France n'a pu, depuis la Commune, faire figure un seul instant de parti révolutionnaire.

La question des rapports entre les syndicats et le Parti Communiste (je parle toujours, bien entendu, de la France), n'est donc point du tout une question de rapports entre deux fractions d'une même classe, entre le gros et l'avant-garde de la classe ouvrière ; c'est une question de rapports entre deux classes différentes, entre l'élite de la classe ouvrière, d'une part, et des petits-bourgeois pénétrés plus ou moins d'idéologie révolutionnaire, d'autre part.

Si la classe ouvrière française montre tellement de répugnance à ce que se nouent des liens permanents entre l'organisation syndicale et le parti, ce n'est point par la crainte qu'éprouve une masse à être entraînée trop loin par son avant-garde, c'est par crainte d'être conduite par la petite bourgeoisie dans l'ornière de la démocratie.

R. LOUZON.

VIENT DE PARAITRE

Karl RADEK

La Tactique communiste et l'Offensive du Capital

Une brochure : 1 fr. 25

En vente à la Librairie de l'Humanité.

A nos Lecteurs

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade René Reynaud, même adresse.

Ceci pour éviter des difficultés avec la Poste et des retards dans l'expédition du journal.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné ⁽¹⁾ _____

demeurant à ⁽²⁾ _____

déclare souscrire un abonnement de ⁽³⁾ _____ au Bulletin Communiste.

Ci-joint la somme de _____ francs ⁽⁴⁾.

Signature :

(1) Noms et prénoms.

(2) Adresse.

(3) 3 mois, 6 mois, 1 an.

(4) Prix de l'abonnement : 3 mois, 7 fr. ; 6 mois, 13 fr. ; 1 an, 26 fr.